

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =  
Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 49 (1999)

**Heft:** 2

**Buchbesprechung:** "Mémoire et histoire"

**Autor:** Müller, Bertrand

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

sciences sociales dans les programmes universitaires et leur consolidation à travers la création de chaires doivent servir à attirer les étudiant(e)s étranger(e)s afin d'asseoir la position financière et symbolique des institutions universitaires. Brièvement évoquée par M. Zürcher dans son article sur la sociologie pour le cas de Berne, cette dynamique peut être généralisée aux autres universités suisses, et particulièrement aux établissements de Suisse romande. L'avènement des sciences sociales comme disciplines universitaires s'associe ainsi étroitement à l'ancrage de ces mêmes établissements dans un paysage où la masse critique étudiante et l'assiette de recrutement professionnel pouvaient les confiner à un rôle subalterne ou tout simplement prouver leur inutilité. En ce sens, la question de l'avènement des sciences sociales peut aussi se ramener à la question d'une survie universitaire.

*Laurent Tissot, Neuchâtel*

«**Mémoire et histoire**». *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 1998, n° 14, 125 p.

Cette dernière publication, émanant de l'Association pour l'étude de l'Histoire du mouvement ouvrier dont nous avons trop peu parlé, est entièrement consacrée au thème de la mémoire ouvrière, plus précisément à celui des rapports entre histoire et mémoire du mouvement ouvrier. Il est évidemment impossible de présenter ici les 8 contributions qui le composent et qui témoignent de l'ambiguïté dans laquelle se trouve l'histoire du mouvement ouvrier, longtemps coincée entre une histoire militante et une mémoire hagiographique, et souvent reléguée, en Suisse du moins, dans les marges de la recherche historique dont elle n'a pas souvent été un vecteur innovateur (ce qui la distingue au moins sur ce point de l'histoire des femmes avec laquelle on la compare trop complaisamment).

Militante, cette histoire a privilégié l'histoire des mouvements sociaux plutôt que l'histoire du monde ouvrier et elle a par là constitué l'un des cadres sociaux les plus consistants de la mémoire ouvrière. Plus que par la condition sociale de l'ouvrier, la mémoire ouvrière s'est d'abord déclinée au travers de la commémoration des luttes sociales. Dans cette perspective, histoire et mémoire ne se distinguaient guère.

C'est la raison pour laquelle on parcourt ces textes avec un sentiment curieux, car ils témoignent à la fois de l'effacement du mouvement ouvrier et d'un certain désenchantement militant. Dès lors, l'urgence de la mémoire devient aussi l'impératif d'une nouvelle conscience critique, d'une nouvelle forme d'engagement.

Le texte introductif, tout à fait passionnant, de Charles Heimberg est à cet égard un symptôme fort. Heimberg relève dans un premier temps sinon l'opposition du moins le contraste et la tension existant entre histoire et mémoire, rejoignant ainsi la perspective de nombreux historiens de la mémoire; pourtant, peu satisfait de ce point de vue, il aspire à une fusion, à une meilleure articulation des deux registres qui ne peut passer que par la réaffirmation d'une histoire militante, elle-même «créatrice de mémoire et d'identité» (p. 17). On ne sera donc pas surpris que la mémoire – substitut à certains égards d'une histoire critique, dont il reste à tracer le bilan courageux –, se place surtout sur le front de la lutte sociale, et dans le souvenir de commémorations-remémorations des luttes dont les symboles – comme le Premier mai – ne sont pas toujours exempts d'ambiguïtés. Certes Heimberg n'est pas dupe de ce point de vue car en réclamant d'une certaine façon une nouvelle mémoire et une nouvelle histoire du mouvement ouvrier, il demande aussi un bilan d'une historiographie non seulement marginalisée mais aussi manipulée.

Pourtant cette revendication mémorielle et historiographique est d'abord le fait d'historiens universitaires, et c'est essentiellement dans le cadre de la réflexion historiographique universitaire que s'orientent les articles de ce numéro (à l'exception d'une étude biographique de Claude Cantini consacrée à l'assassin de l'impératrice d'Autriche: Luigi Luccheni). La recherche passe dès lors par de curieuses surprises: les organisations ouvrières, comme le montre un inventaire très sophistiqué des archives syndicales, ne sont pas nécessairement les meilleures gardiennes de la mémoire ouvrière. Où est-elle donc cette mémoire ouvrière? Dans les dossiers des personnalités mises en fiches par l'Etat fouineur et dont Urs Kälin nous rappelle très brièvement les avatars? Dans les institutions scolaires dont Geneviève Heller esquisse avec une sage prudence les rapprochements avec la mémoire ouvrière d'une nostalgie d'abord «patrimoniale»<sup>1</sup>? Ne serait-elle donc cette mémoire ouvrière comme l'écrit Louis-Philippe L'Hoste qu'une «mémoire potentielle», faite de récits bruts et singuliers dont l'historien aurait la tâche de reconstruire l'unité sociale? Les «sans-histoires», les «acteurs anonymes» n'auraient-ils que cette voie pour que leur soit assurée une place dans la «grande histoire»? Assurément la responsabilité et l'éthique de l'historien y seraient dès lors très engagées, en particulier parce que comme le relève encore L'Hoste, «sans la demande du chercheur les témoins n'auraient sans doute jamais fait récit, ou écrit». La question de la responsabilité se pose d'emblée dans la violence symbolique qu'exercent des pratiques intellectuelles qui ne sont pas familières aux témoins. Car en puisant aux ressources de l'histoire orale, la construction mémorielle peut-elle être, à terme, autre chose que de l'histoire? Et même lorsque les témoignages sont recueillis avec un souci de rigueur et de grande probité comme l'attestent les remarques de Philippe Jeanneret, il n'en demeure pas moins toujours posée la question de l'articulation entre histoire et mémoire: il ne s'agit pas seulement d'une question de savoir ou d'identité, mais aussi une question de pouvoir, car comme le rappelle judicieusement L'Hoste, «l'histoire et la prise sur l'histoire restent un rapport au pouvoir». Ce qu'illustre parfaitement le colloque italien consacré à l'histoire des femmes dans ses rapports au fascisme dont rend compte Stéfanie Prezioso. Ce colloque constitue en effet un exemple «paradigmatique», et non exceptionnel, des confrontations qui ont surgi régulièrement lorsque les historiens se sont trouvés publiquement en présence de leurs témoins. Face aux exigences tumultueuses de la mémoire, l'«attitude vigilante du spécialiste» s'avère souvent illusoire. La présence des témoins constitue presque toujours un élément perturbant pour l'historien. Mais comment peut-il en être autrement, alors que la mémoire des témoins est transposée dans un décor et une langue qui n'est plus la leur, alors que leur quête de mémoire est «réifiée en objet d'histoire»? De telles confrontations ne sont à mon sens que rarement des «occasions manquées», mais au travers d'expressions mêmes outrancières, elles constituent un lieu rare et privilégié de débat public indispensable auquel les historiens ont le devoir de se confronter, mieux préparés.

*Bertrand Müller, Epalinges*

1 Son article est en effet consacré d'abord à la présentation de l'Association du Musée de l'école et de l'éducation à Yverdon-les-Bains.